

Art. 2. Ce décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.
Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Eupen le 24 juin 2002.

K.-H. LAMBERTZ

Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,
Ministre de l'Emploi, de la Politique des Handicapés, des Médias et des Sports

B. GENTGES

Ministre de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture et du Tourisme

H. NIESSEN

Ministre de la Jeunesse et de la Famille, de la Protection des Monuments, de la Santé et des Affaires sociales

—————
Note

Session 2001-2002.

Documents du Conseil : 98 (2001-2002) n° 1. — Projet de décret.

98 (2001-2002) n° 2. — Propositions d'amendement.

98 (2001-2002) n° 3. — Rapport.

Rapport intégral : Discussion et vote — Séance du 24 juin 2002.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 3558

[C — 2002/33087]

**24 JUNI 2002. — Decreet tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1970
betreffende de organisatie van de taalexamens**

De Raad van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 30, punt 3, van het koninklijk besluit van 25 november 1970 betreffende de organisatie van de taalexamens wordt vervangen door de volgende tekst :

« 3. De houders van een bekwaamheidsbewijs van hoger secundaire studiën, in de Duitse taal behaald aan een inrichting gevestigd in een gemeente bedoeld in artikel 3, 2°, van de wet van 30 juli 1963, worden beschouwd als hebbende het bewijs geleverd van hun grondige kennis van de Duitse taal als tweede taal en als onderwijstaal. »

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2002.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Eupen op 24 juni 2002.

K.-H. LAMBERTZ

Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,
Minister van Werkgelegenheid, Gehandicaptenbeleid, Media en Sport

B. GENTGES

Minister van Onderwijs en Vorming, Cultuur en Toerisme

H. NIESSEN

Minister van Jeugd en Gezin, Monumentenzorg, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

—————
Nota

Zitting 2001-2002.

Bescheiden van de Raad : 98 (2001-2002) nr. 1. — Ontwerp van decreet.

98 (2001-2002) nr. 2. — Voorstellen tot wijziging.

98 (2001-2002) nr. 3. — Verslag.

Integraal verslag : Discussie en aanneming — Zitting van 24 juni 2002.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3559

[C — 2002/27921]

8 JUILLET 2002. — Décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 1986 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Première partie. — Services d'administration générale de la Région wallonne

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits dissociés d'engagement de l'année budgétaire 1986 s'élèvent, d'après le tableau A ci-annexé, colonne 6, à la somme de 5.454.485.980 francs.

§ 2. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Art. 2. Les crédits dissociés d'engagement affectés par le Conseil régional wallon pour les engagements de l'année budgétaire 1986 s'élèvent au total à 5.862.200.000 francs, conformément au tableau A, colonne 5.

Ce montant alloué par les décrets budgétaires se ventile comme suit (tableau A, colonnes 1, 2 et 3) :

a. budget initial	2.862.300.000 F
b. ajustements de crédits :	
- augmentations	2.999.900.000 F
- diminutions	— F

Art. 3. Le montant total des crédits d'engagement répartis pour l'année budgétaire 1986 est réduit conformément au tableau A, colonne 9, d'un montant de 407.714.020 francs, qui est annulé en vertu des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963.

Art. 4. Par suite des dispositions reprises aux articles 2 et 3 ci-dessus, les crédits dissociés d'engagement définitifs de l'année budgétaire 1986 sont fixés à 5.454.485.980 francs, somme égale aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire (tableau A, colonnes 6 et 10).

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des recettes

Art. 5. Les droits constatés en faveur de la Région wallonne, pour l'année budgétaire 1986, s'élèvent, d'après le tableau B ci-annexé, colonne 3, à la somme de — francs.

Cette somme se répartit comme suit :

recettes non ventilées	— F
recettes courantes	— F
recettes de capital	— F
produits des emprunts	— F

Art. 6. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire s'élèvent au total à 28.188.814.498 francs, conformément au tableau B, colonne 4.

Cette somme se décompose comme suit :

recettes non ventilées (courantes et de capital)	3.303.998.800 F
recettes courantes	10.452.635.871 F
recettes de capital	14.432.179.827 F
produits d'emprunts	— F

Art. 7. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à — francs (tableau B, colonnes 5, 6 et 7).

§ 2. Fixation des dépenses

Art. 8. Les ordonnancements imputés à charge de l'année budgétaire 1986 sont arrêtés comme suit (tableau C, colonnes 7, 8 et 9) :

A. pour les dépenses courantes:

Crédits non dissociés 13.061.902.914 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 179.491.364 F

b. prestations de l'année en cours 12.882.411.550 F

Crédits d'ordonnancement 77.990.976 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 1.267.860 F

b. prestations de l'année en cours 76.723.116 F

B. pour les dépenses de capital :

Crédits non dissociés 6.931.889.709 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 44.608.744 F

b. prestations de l'année en cours 6.887.280.965 F

Crédits d'ordonnancement 5.335.516.857 F

se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 581.281.511 F

b. prestations de l'année en cours 4.754.235.346 F

Total des ordonnancements 25.407.300.456 F

Art. 9. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés, à charge de l'année budgétaire 1986, se montent à la somme de :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	13.061.902.914 F
Crédits d'ordonnement	77.990.976 F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	6.931.889.709 F
Crédits d'ordonnement	5.335.516.857 F
Total (tableau C, colonne 10)	25.407.300.456 F

Art. 10. Les paiements imputés à charge du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963, se montent à la somme de :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	— F
Crédits d'ordonnement	— F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	— F
Crédits d'ordonnement	— F
Total (tableau C, colonne 11)	— F

§ 3. Fixation des crédits de paiement

Art. 11. Les crédits de paiement ouverts au Conseil régional wallon et affectés par ce Conseil s'élèvent à (tableau C, colonne 6) :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	15.773.361.712 F
Crédits d'ordonnement	129.800.000 F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	8.396.707.425 F
Crédits d'ordonnement	7.159.700.000 F
Total	31.459.569.137 F

Ces montants comprennent :

I. Les crédits de paiement affectés par les décrets budgétaires et se décomposant comme suit (tableau C, colonnes 2, 3 et 4) :

1. Budget initial:

A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	12.157.700.000 F
Crédits d'ordonnement	61.200.000 F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	3.786.200.000 F
Crédits d'ordonnement	4.479.400.000 F
Total	20.484.500.000 F

2. Ajustements des crédits : résultats nets :

Augmentations (résultats positifs) :

A. dépenses courantes:	
Crédits non dissociés	2.121.600.000 F
Crédits d'ordonnement	68.600.000 F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	4.725.700.000 F
Crédits d'ordonnement	2.680.300.000 F
Total	9.596.200.000 F

Diminutions (résultats négatifs) :

A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	— F
Crédits d'ordonnement	— F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	624.100.000 F
Crédits d'ordonnement	— F
Total	624.100.000 F

II. Les crédits de paiement reportés de l'année budgétaire 1985, en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963 et des dispositions spéciales, s'établissent comme suit (tableau C, colonne 5) :

A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	1.494.061.712 F
Crédits d'ordonnement	— F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	508.907.425 F
Crédits d'ordonnement	— F
Total	2.002.969.137 F

Art. 12. Le montant des crédits de paiement ouverts et répartis pour l'année budgétaire 1986 est réduit (tableau C, colonnes 13 et 14):

1. des crédits de paiement non utilisés dont le report à l'année budgétaire 1987 a lieu en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963:	
A. opérations courantes :	
Crédits non dissociés	1.929.145.113 F
Crédits d'ordonnement	— F
B. opérations de capital :	
Crédits non dissociés	1.234.636.286 F
Crédits d'ordonnement	— F
Total	3.163.781.399 F
2. des crédits de paiement restés disponibles et qui sont annulés :	
A. opérations courantes :	
Crédits non dissociés	782.313.685 F
Crédits d'ordonnement	51.809.024 F
B. opérations de capital :	
Crédits non dissociés	230.181.430 F
Crédits d'ordonnement	1.824.183.143 F
Total	2.888.487.282 F

La répartition des crédits reportés est maintenue dans le budget de 1987.

Art. 13. Des crédits complémentaires pour un montant de — francs sont alloués pour couvrir les dépenses en plus ou au-delà des crédits de l'année budgétaire 1986 (tableau C, colonne 12).

Art. 14. Par suite des dispositions contenues dans les articles 11, 12 et 13 du présent décret, les crédits définitifs de l'année budgétaire 1986 sont fixés comme suit :

A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	13.061.902.914 F
Crédits d'ordonnement	77.990.976 F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	6.931.889.709 F
Crédits d'ordonnement	5.335.516.857 F
Total	25.407.300.456 F

Ces sommes sont égales aux opérations imputées à charge de l'année budgétaire d'après le tableau C, colonnes 7 et 15.

Art. 15. Le résultat général des recettes et des dépenses du budget de l'année budgétaire 1986, tel qu'il ressort des articles 6 et 14 ci-dessus, est :

Recettes	28.188.814.498 F
Dépenses	25.407.300.456 F
Excédent de recettes pour l'année 1986	2.781.514.042 F

CHAPITRE III — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget pour l'année 1986

Art. 16. Les recettes de l'année budgétaire 1986, enregistrées à la section particulière du budget, s'élèvent à 8.182.872.997 francs, conformément au tableau E ci-annexé, colonne 4.

Ce montant se décompose comme suit :

Recettes courantes	3.144.108.146 F
Recettes de capital	5.038.764.851 F

Art. 17. Les dépenses de l'année budgétaire 1986, imputées sur la section particulière du budget, s'élèvent à 5.644.828.172 francs (tableau E, colonne 7).

Ce montant se décompose comme suit :

Dépenses courantes	2.248.541.247 F
Dépenses de capital	3.396.286.925 F

Art. 18. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés à charge de la section particulière du budget de l'année budgétaire 1986, se montent à la somme de 5.588.754.653 francs (tableau E, colonne 5) :

pour les dépenses courantes	2.202.367.728 F
pour les dépenses de capital	3.386.386.925 F

Art. 19. Les paiements imputés à charge de la section particulière du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963, se montent à la somme de :

pour les dépenses courantes	46.173.519 F
pour les dépenses de capital	9.900.000 F
Total (tableau E, colonne 6)	56.073.519 F

Art. 20. Le résultat général des recettes et des dépenses de la section particulière du budget de l'année 1986, tel qu'il ressort des articles 16 et 17 ci-dessus, est :

Recettes	8.182.872.997 F
Dépenses	5.644.828.172 F
Excédent de recettes pour l'année 1986	2.538.044.825 F

L'excédent général des recettes constaté au 1^{er} janvier 1986 pour un montant de 9.571.780.977 francs est par conséquent augmenté de la somme de 2.538.044.825 francs.

Il en résulte un excédent de recettes constaté au 31 décembre 1986 de 12.109.825.802 francs.

Les soldes des articles de la section particulière (tableau E, colonne 9) sont transférés au compte de l'année budgétaire 1987.

CHAPITRE IV. — Résultats cumulés

Art. 21. Tous services réunis, budget et section particulière, les résultats cumulés du budget de 1986 se présentent comme suit (cf. articles 15 et 20 ci-dessus) :

Budget : excédent de recettes	2.781.514.042 F
Section particulière : excédent de recettes	2.538.044.825 F
Total : excédent de recettes	5.319.558.867 F

Deuxième partie. — Opérations effectuées en exécution des budgets des entreprises d'Etat du ressort de la Région wallonne

Entreprises d'Etat

COMPLEXE DU BARRAGE DE NISRAMONT

Service chargé de l'exploitation du Complexe du Barrage de Nisramont érigé en Entreprise d'Etat en vertu de la loi du 22 octobre 1970.

Le règlement définitif du budget du « Complexe du Barrage de Nisramont » s'établit pour l'année budgétaire 1986 comme suit :

Art. 22.

A. Recettes :

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du Ministre de la Région wallonne pour l'Eau et prévu dans le décret budgétaire (Titre V) s'élèvent à 20.638.855 francs, ainsi qu'il ressort du tableau F/1 ci-annexé, colonne 4.

Art. 23.

B. Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte s'élèvent à 10.797.802 francs.

Ce montant se décompose comme suit (tableau F/2, colonne 4) :

opérations courantes	9.785.793 F
opérations en capital	1.012.009 F

Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 1986 s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires :	16.600.000 F
2. à allouer à titre de crédits complémentaires	
pour les dépenses excédant les crédits (tableau G) :	— F
3. à annuler définitivement :	5.802.198 F

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 1986, à 10.797.802 francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau F/2, colonne 4).

Art. 24. Le résultat définitif du budget de l'année 1986, tel qu'il ressort des articles 22 et 23 du présent décret, s'établit comme suit :

Recettes	20.638.855 F
Dépenses	10.797.802 F

L'année budgétaire 1986 se clôture donc par un excédent de recettes de 9.841.053 francs.

En tenant compte de l'excédent de recettes constaté à la clôture de l'année budgétaire 1985 (41.712.086 francs), les résultats des années budgétaires cumulées au 31 décembre 1986 présentent un excédent de recettes de 51.553.139 francs.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 juillet 2002.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Notes

(1) Session 2001-2002.

Documents du Conseil, 297 (2001-2002). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 8 juillet 2002.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 3559

[C - 2002/27921]

8. JULI 2002 — Dekret zur endgültigen Abrechnung des Haushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1986 (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Teil 1 — Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Wallonischen Regierung

KAPITEL I — Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes eingegangene Verpflichtungen

§ 1. Festlegung der Verpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Mittel

Artikel 1 - Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 1986 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle A, Spalte 6, auf 5.454.485.980 BEF.

§ 2. Festlegung der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen

Art. 2 - Die aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen, die vom Wallonischen Regionalrat für die Verpflichtungen des Haushaltsjahres 1986 festgelegt wurden, belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle A, Spalte 5, auf 5.862.200.000 BEF.

Dieser durch die Haushaltsdekrete bereitgestellte Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle A, Spalten 1, 2 und 3):

a. Ursprünglicher Haushaltsplan	2.862.300.000 BEF
b. Anpassungen der Haushaltsmittel: - Erhöhungen	2.999.900.000 BEF
- Verringerungen	— BEF

Art. 3 - Der Gesamtbetrag der für das Haushaltsjahr 1986 verteilten Verpflichtungsermächtigungen wird entsprechend der Tabelle A, Spalte 9 um einen Betrag von 407.714.020 BEF, der aufgrund der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates annulliert wird, verringert.

Art. 4 - Gemäß den Bestimmungen der obenstehenden Artikel 2 und 3 werden die endgültigen aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 1986 auf 5.454.485.980 BEF festgesetzt; dieser Betrag entspricht den zu Lasten des Haushaltsjahres eingetragenen Verpflichtungen (Tabelle A, Spalten 6 und 10).

KAPITEL II — Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1. Festlegung der Einnahmen

Art. 5 - Die festgestellten Ansprüche zugunsten der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1986 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle B, Spalte 3, auf den Betrag von — BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Nicht aufgegliederte Einnahmen	— BEF
Laufende Einnahmen	— BEF
Kapitaleinnahmen	— BEF
Erträge der Anleihen	— BEF

Art. 6 - Die für das Haushaltsjahr bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle B, Spalte 4, auf 28.188.814.498 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Nicht aufgegliederte Einnahmen (laufende und Kapitaleinnahmen)	3.303.998.800 BEF
Laufende Einnahmen	10.452.635.871 BEF
Kapitaleinnahmen	14.432.179.827 BEF
Erträge von Anleihen	— BEF

Art. 7 - Die festgestellten Ansprüche, die zum Abschluss des Haushaltsjahres einzunehmen sind, belaufen sich auf — BEF (Tabelle B, Spalten 5, 6 und 7).

§ 1. Festlegung der Ausgaben

Art. 8 - Die Ausgabenanweisungen zu Lasten des Haushaltsjahres 1986 werden wie folgt festgelegt (Tabelle C, Spalten 7, 8 und 9):

A. Für die laufenden Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 13.061.902.914 BEF
wie folgt aufgeteilt:

a. Leistungen der vorherigen Jahre	179.491.364 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	12.882.411.550 BEF
Ausgabeermächtigungen	77.990.976 BEF

wie folgt aufgeteilt:

a. Leistungen der vorherigen Jahre	1.267.860 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	76.723.116 BEF

A. Für die Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 6.931.889.709 BEF
wie folgt aufgeteilt:

a. Leistungen der vorherigen Jahre	44.608.744 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	6.887.280.965 BEF
Ausgabeermächtigungen	5.335.516.857 BEF

wie folgt aufgeteilt:

a. Leistungen der vorherigen Jahre	581.281.511 BEF
b. Leistungen des laufenden Jahres	4.754.235.346 BEF

Gesamtbetrag der Ausgabenanweisungen 25.407.300.456 BEF

Art. 9 - Die zu Lasten des Haushaltsjahres 1986 getätigten, nachgewiesenen oder berichtigten Zahlungen belaufen sich auf:

A. Für die laufenden Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 13.061.902.914 BEF
Ausgabeermächtigungen 77.990.976 BEF

A. Für die Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 6.931.889.709 BEF
Ausgabeermächtigungen 5.335.516.857 BEF

Gesamtbetrag (Tabelle C, Spalte 10) 25.407.300.456 BEF

Art. 10 - Die zu Lasten des Haushaltsplanes getätigten Zahlungen, deren Nachweis oder Berichtigung in Anwendung von Artikel 32 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf ein nachfolgendes Jahr verlegt wird, belaufen sich auf:

A. Für die laufenden Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	— BEF
Ausgabeermächtigungen	— BEF
A. Für die Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	— BEF
Ausgabeermächtigungen	— BEF
Gesamtbetrag (Tabelle C, Spalte 11)	— BEF

§ 3. Festlegung der Zahlungskredite

Art. 11 - Die Zahlungskredite, die vom Wallonischen Regionalrat bereitgestellt worden sind und deren Verwendungszweck der Rat festgelegt hat, betragen (Tabelle C, Spalte 6):

A. Für die laufenden Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	15.773.361.712 BEF
Ausgabeermächtigungen	129.800.000 BEF
A. Für die Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	8.396.707.425 BEF
Ausgabeermächtigungen	7.159.700.000 BEF
Gesamtbetrag	31.459.569.137 BEF

Diese Beträge enthalten:

I. Die Zahlungskredite, deren Verwendungszweck in den Haushaltsdekreten festgelegt wird, und die wie folgt aufgeteilt werden (Tabelle C, Spalten 2, 3 und 4):

a. Ursprünglicher Haushaltsplan:

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	12.157.700.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	61.200.000 BEF
B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	3.786.200.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	4.479.400.000 BEF
Gesamtbetrag	20.484.500.000 BEF

2. Anpassungen der Mittel: Nettoergebnisse:

Erhöhungen (positive Ergebnisse):

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	2.121.600.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	68.600.000 BEF
B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	4.725.700.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	2.680.300.000 BEF
Gesamtbetrag	9.596.200.000 BEF

Verringerungen (negative Ergebnisse):

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	— BEF
Ausgabeermächtigungen	— BEF
B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	624.100.000 BEF
Ausgabeermächtigungen	— BEF
Gesamtbetrag	624.100.000 BEF

II. Die in Anwendung der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates vom Haushaltsjahr 1985 übertragenen Zahlungskredite, die wie folgt aufgeteilt werden (Tabelle C, Spalte 5):

A. Laufende Ausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	1.494.061.712 BEF
Ausgabeermächtigungen	— BEF
B. Kapitalausgaben:	
Nicht aufgegliederte Mittel	508.907.425 BEF
Ausgabeermächtigungen	— BEF
Gesamtbetrag	2.002.969.137 BEF

Art. 12 - Der Betrag der für das Haushaltsjahr 1986 bereitgestellten und aufgeteilten Zahlungskredite wird wie folgt verringert (Tabelle C, Spalten 13 und 14):

1. in Höhe der nicht beanspruchten Zahlungskredite, die in Anwendung der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf das Haushaltsjahr 1987 übertragen wurden:

A. Laufende Geschäfte:

Nicht aufgegliederte Mittel	1.929.145.113 BEF
Ausgabeermächtigungen	— BEF

B. Kapitalgeschäfte:

Nicht aufgegliederte Mittel	1.234.636.286 BEF
Ausgabeermächtigungen	— BEF
Gesamtbetrag	3.163.781.399 BEF

2. in Höhe der verfügbar gebliebenen Zahlungskredite, die annulliert werden:

A. Laufende Geschäfte:

Nicht aufgegliederte Mittel	782.313.685 BEF
Ausgabeermächtigungen	51.809.024 BEF

B. Kapitalgeschäfte:

Nicht aufgegliederte Mittel	230.181.430 BEF
Ausgabeermächtigungen	1.824.183.143 BEF
Gesamtbetrag	2.888.487.282 BEF

Die Aufteilung der übertragenen Haushaltsmittel wird im Haushaltsplan 1987 beibehalten.

Art. 13 - Es werden zusätzliche Haushaltsmittel in Höhe von — BEF bewilligt zur Deckung der zusätzlichen Ausgaben oder der Ausgaben, die die Mittel des Haushaltsjahres 1986 überschreiten (Tabelle C, Spalte 12).

Art. 14 - Gemäß den Bestimmungen der Artikel 11, 12 und 13 des vorliegenden Dekrets werden die endgültigen Mittel des Haushaltsjahres 1986 wie folgt festgesetzt:

A. Laufende Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel	13.061.902.914 BEF
Ausgabeermächtigungen	77.990.976 BEF

B. Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel	6.931.889.709 BEF
Ausgabeermächtigungen	5.335.516.857 BEF
Gesamtbetrag	25.407.300.456 BEF

Diese Beträge stimmen mit den zu Lasten des Haushaltsjahres getätigten Geschäften überein, entsprechend der Tabelle C, Spalten 7 und 15.

Art. 15 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1986, so wie es sich aus den Artikeln 6 und 14 ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	28.188.814.498 BEF
Ausgaben	25.407.300.456 BEF
Mehrbetrag der Einnahmen für das Jahr 1986	2.781.514.042 BEF

KAPITEL III.

Einnahmen und Ausgaben zur Ausführung des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes für das Jahr 1986

Art. 16 - Die im Sonderabschnitt des Haushaltsplanes eingetragenen Einnahmen des Haushaltsjahres 1986 belaufen sich, entsprechend der beiliegenden Tabelle E, Spalte 4, auf 8.182.872.997 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Einnahmen	3.144.108.146 BEF
Kapitaleinnahmen	5.038.764.851 BEF

Art. 17 - Die Ausgaben des Haushaltsjahres 1986 zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes belaufen sich auf 5.644.828.172 BEF (Tabelle E, Spalte 7).

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Ausgaben	2.248.541.247 BEF
Kapitalausgaben	3.396.286.925 BEF

Art. 18 - Die zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1986 getätigten, nachgewiesenen oder berichtigten Zahlungen belaufen sich auf den Betrag von 5.588.754.653 BEF (Tabelle E, Spalte 5):

für die laufenden Ausgaben:	2.202.367.728 BEF
für die Kapitalausgaben:	3.386.386.925 BEF

Art. 19 - Die zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes getätigten Zahlungen, deren Nachweis oder Berichtigung in Anwendung von Artikel 32 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates auf ein nachfolgendes Jahr verlegt wird, belaufen sich auf:

für die laufenden Ausgaben:	46.173.519 BEF
für die Kapitalausgaben:	9.900.000 BEF
Gesamtbetrag (Tabelle E, Spalte 6)	56.073.519 BEF

Art. 20 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1986, so wie es sich aus den Artikeln 16 und 17 ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	8.182.872.997 BEF
Ausgaben	5.644.828.172 BEF
Mehrbetrag der Einnahmen für das Jahr 1986	2.538.044.825 BEF

Dem allgemeinen, am 1. Januar 1986 festgestellten Mehrbetrag der Einnahmen in Höhe von 9.571.780.977 BEF wird infolgedessen der Betrag von 2.538.044.825 BEF hinzugefügt.

Es ergibt sich ein am 31. Dezember 1986 festgestellter Mehrbetrag der Einnahmen in Höhe von 12.109.825.802 BEF.

Die Saldi der Artikel des Sonderabschnitts (Tabelle E, Spalte 9) werden auf die Rechnung des Haushaltsjahres 1987 übertragen

KAPITEL IV — Kumulierte Haushaltsergebnisse

Art. 21 - Insgesamt, Haushalt und Sonderabschnitt zusammengefügt, wurden die nachfolgenden kumulierten Ergebnisse des Haushaltsplanes 1986 erzielt (s. die vorstehenden Artikel 15 und 20):

Haushaltsplan: Mehrbetrag der Einnahmen	2.781.514.042 BEF
Sonderabschnitt: Mehrbetrag der Einnahmen	2.538.044.825 BEF
Gesamtbetrag: Mehrbetrag der Einnahmen	5.319.558.867 BEF

Teil 2 — Verrichtungen zur Ausführung der Haushaltspläne der Staatsunternehmen,
die der Zuständigkeit der Wallonischen Region unterliegen

Staatsunternehmen

STAUDAMMKOMPLEX NISRAMONT

Dienststelle, die mit dem Betrieb des Staudammkomplexes Nisramont beauftragt ist und aufgrund des Gesetzes vom 22. Oktober 1970 in ein Staatsunternehmen umgewandelt worden ist.

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes des Staudammkomplexes Nisramont wird für das Haushaltsjahr 1986 wie folgt erstellt:

Art. 22 -

A. Einnahmen

Die in der unter der Aufsicht des für Wasser zuständigen Ministers der Wallonischen Region erstellten und im Haushaltsdekret (Titel V) vorgesehenen Rechnung gebuchten Einnahmen belaufen sich, wie sich aus der beiliegenden Tabelle F/1, Spalte 4 ergibt, auf 20.638.855 BEF.

Art. 23 -

B. Ausgaben:

Die in der besagten Rechnung festgestellten Ausgaben belaufen sich auf 10.797.802 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle F/2, Spalte 4):

Laufende Geschäfte	9.785.793 BEF
Kapitalgeschäfte	1.012.009 BEF

Die endgültigen Zahlungskredite für das Haushaltsjahr 1986 setzen sich wie folgt zusammen:

1. durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel:	16.600.000 BEF
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle G):	— BEF
3. endgültig zu annullieren:	5.802.198 BEF

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 1986 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 10.797.802 BEF. Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle F/2, Spalte 4).

Art. 24 - Das Endergebnis des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 1986, so wie es sich aus den Artikeln 22 und 23 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen	20.638.855 BEF
Ausgaben	10.797.802 BEF

Das Haushaltsjahr 1986 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 9.841.053 BEF abgeschlossen.

Unter Berücksichtigung des am Abschluss des Haushaltsjahres 1985 (41.712.086 BEF) festgestellten Mehrbetrags der Einnahmen weisen die am 31. Dezember 1986 kumulierten Ergebnisse der Haushaltsjahre einen Mehrbetrag der Einnahmen von 51.553.139 BEF.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Juli 2002

Der Minister-Präsident
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

—
Fußnoten

(1) Sitzungsperiode 2001-2002
Dokumente des Rates, 297 (2001-2002). Nr. 1 und 2
Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 8. Juli 2002
Diskussion - Abstimmung

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 3559

[C - 2002/27921]

8 JULI 2002. — Decreet houdende de eindregeling van de begroting van het Waalse Gewest voor het jaar 1986 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Deel 1. — Diensten van algemeen bestuur van het Waalse Gewest

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen gedaan in uitvoering van de gewestelijke begroting*

§ 1. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten

Artikel 1. De vastleggingen van uitgaven ten laste van de gesplitste vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1986 bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel A, kolom 6, de som van 5.454.485.980 BEF.

§ 2. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten

Art. 2. De gesplitste vastleggingskredieten aangewend door de Waalse Gewestraad voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1986 bedragen in totaal 5.862.200.000 BEF, overeenkomstig tabel A, kolom 5.

Dit bij de begrotingsdecreten toegekende bedrag wordt verdeeld als volgt (tabel A, kolommen 1, 2 en 3) :

a. oorspronkelijke begroting	2.862.300.000 BEF
b. kredietaanpassingen :	2.999.900.000 BEF
- verhogingen	
- verminderingen	— BEF

Art. 3. Het totaalbedrag van de vastleggingskredieten verdeeld voor het begrotingsjaar 1986 wordt verminderd overeenkomstig tabel A, kolom 9, met een bedrag van 407.714.020 BEF dat overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit geannuleerd wordt.

Art. 4. Als gevolg van de bepalingen bedoeld in bovenstaande artikelen 2 en 3, worden de definitieve gesplitste vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1986 vastgesteld op 5.454.485.980 BEF, som die gelijk is aan de ten laste van het begrotingsjaar geboekte vastleggingen (tabel A, kolommen 6 en 10).

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de gewestelijke begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten

Art. 5. De voor het begrotingsjaar 1986 ten behoeve van het Waalse Gewest vastgestelde rechten bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel B, kolom 3, de som van — BEF.

Deze som is als volgt samengesteld :

niet verdeelde ontvangsten	— BEF
lopende ontvangsten	— BEF
kapitaalontvangsten	— BEF
opbrengst van leningen	— BEF

Art. 6. De voor het begrotingsjaar geboekte ontvangsten bedragen in totaal 28.188.814.498 BEF, overeenkomstig tabel B, kolom 4.

Deze som is als volgt samengesteld :

niet verdeelde ontvangsten (lopende en kapitaalontvangsten)	3.303.998.800 BEF
lopende ontvangsten	10.452.635.871 BEF
kapitaalontvangsten	14.432.179.827 BEF
opbrengst van leningen	— BEF

Art. 7. De bij de afsluiting van het begrotingsjaar nog te innen vastgestelde rechten bedragen — BEF (tabel B, kolommen 5, 6 en 7).

§ 2. Vaststelling van de uitgaven

Art. 8. De ten laste van het begrotingsjaar 1986 toegerekende ordonnanceringen worden als volgt vastgesteld (tabel C, kolommen 7, 8 en 9) :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten 13.061.902.914 BEF
samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren 179.491.364 BEF
b. prestaties van het lopende jaar 12.882.411.550 BEF
Ordonnanceringskredieten 77.990.976 BEF

samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren 1.267.860 BEF
b. prestaties van het lopende jaar 76.723.116 BEF

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten 6.931.889.709 BEF
samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren 44.608.744 BEF
b. prestaties van het lopende jaar 6.887.280.965 BEF
Ordonnanceringskredieten 5.335.516.857 BEF

samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren 581.281.511 BEF
b. prestaties van het lopende jaar 4.754.235.346 BEF

Totaal van de ordonnanceringen 25.407.300.456 BEF

Art. 9. De ten laste van het begrotingsjaar 1986 uitgevoerde, verantwoorde of geregulariseerde betalingen bedragen :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten 13.061.902.914 BEF
Ordonnanceringskredieten 77.990.976 BEF

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten 6.931.889.709 BEF
Ordonnanceringskredieten 5.335.516.857 BEF
Totaal (tabel C, kolom 10) 25.407.300.456 BEF

Art. 10. De ten laste van de begroting toegerekende betalingen waarvan de verantwoording of de regularisatie, overeenkomstig artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit, naar een volgend begrotingsjaar wordt verwezen, bedragen :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten : — BEF
Ordonnanceringskredieten — BEF

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten — BEF
Ordonnanceringskredieten — BEF
Totaal (tabel C, kolom 11) — BEF

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten

Art. 11. De betalingskredieten beschikbaar gesteld bij en aangewend door de Waalse Gewestraad bedragen (tabel C, kolom 6) :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten	15.773.361.712 BEF
Ordonnanceringskredieten	129.800.000 BEF

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten	8.396.707.425 BEF
Ordonnanceringskredieten	7.159.700.000 BEF
Totaal	31.459.569.137 BEF

Die bedragen omvatten :

I. De bij de begrotingsdecreten aangewende betalingskredieten die als volgt zijn samengesteld (tabel C, kolommen 2, 3 en 4) :

1. Oorspronkelijke begroting :

A. lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten	12.157.700.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	61.200.000 BEF

B. kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten	3.786.200.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	4.479.400.000 BEF
Totaal	20.484.500.000 BEF

2. Kredietaanpassingen : netto resultaten :

Verhogingen (positieve resultaten) :

A. lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten	2.121.600.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	68.600.000 BEF

B. kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten	4.725.700.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	2.680.300.000 BEF
Totaal	9.596.200.000 BEF

Verminderingen (negatieve resultaten) :

A. lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten	— BEF
Ordonnanceringskredieten	— BEF

B. kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten	624.100.000 BEF
Ordonnanceringskredieten	— BEF
Totaal	624.100.000 BEF

II. De overgedragen betalingskredieten van het begrotingsjaar 1985, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit en de bijzondere bepalingen, die als volgt zijn samengesteld (tabel C, kolom 5) :

A. lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten	1.494.061.712 BEF
Ordonnanceringskredieten	— BEF

B. kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten	508.907.425 BEF
Ordonnanceringskredieten	— BEF
Totaal	2.002.969.137 BEF

Art. 12. Het bedrag van de beschikbaar gestelde en voor het begrotingsjaar 1986 verdeelde betalingskredieten wordt verminderd (tabel C, kolommen 13 en 14) :

1. met de niet gebruikte betalingskredieten waarvan de overdracht naar het begrotingsjaar 1987 plaatsvindt overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit :

A. lopende verrichtingen :

Niet gesplitste kredieten	1.929.145.113 BEF
Ordonnanceringskredieten	— BEF

B. kapitaalverrichtingen :

Niet gesplitste kredieten	1.234.636.286 BEF
Ordonnanceringskredieten	— BEF
Totaal	3.163.781.399 BEF

2. met de beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd :

A. lopende verrichtingen :

Niet gesplitste kredieten	782.313.685 BEF
Ordonnanceringskredieten	51.809.024 BEF

B. kapitaalverrichtingen :

Niet gesplitste kredieten	230.181.430 BEF
Ordonnanceringskredieten	1.824.183.143 BEF
Totaal	2.888.487.282 BEF

De verdeling van de overgedragen kredieten wordt behouden in de begroting 1987.

Art. 13. Aanvullende kredieten worden toegekend ten bedrage van — BEF tot dekking van uitgaven gedaan buiten of boven de kredieten van het begrotingsjaar 1986 (tabel C, kolom 12).

Art. 14. Als gevolg van de bepalingen bedoeld in de artikelen 11, 12 en 13 van dit decreet, worden de definitieve kredieten van het begrotingsjaar 1986 als volgt vastgesteld :

A. lopende uitgaven :

Niet gesplitste kredieten	13.061.902.914 BEF
Ordonnanceringskredieten	77.990.976 BEF

B. kapitaaluitgaven :

Niet gesplitste kredieten	6.931.889.709 BEF
Ordonnanceringskredieten	5.335.516.857 BEF
Totaal	25.407.300.456 BEF

Die sommen zijn gelijk aan de verrichtingen toegerekend ten laste van het begrotingsjaar overeenkomstig tabel C, kolommen 7 en 15.

Art. 15. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven van het begrotingsjaar 1986, overeenkomstig bovenstaande artikelen 6 en 14, is het volgende :

Ontvangsten	28.188.814.498 BEF
Uitgaven	25.407.300.456 BEF
Overschot van ontvangsten voor het jaar 1986	2.781.514.042 BEF

HOOFDSTUK III. — Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de bijzondere afdeling van de begroting voor het jaar 1986

Art. 16. De voor het begrotingsjaar 1986 op de bijzondere afdeling van de begroting geboekte ontvangsten bedragen 8.182.872.997 BEF, overeenkomstig de bijgaande tabel E, kolom 4.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

lopende ontvangsten	3.144.108.146 BEF
kapitaalontvangsten	5.038.764.851 BEF

Art. 17. De voor het begrotingsjaar 1986 op de bijzondere afdeling van de begroting toegerekende uitgaven bedragen 5.644.828.172 BEF (tabel E, kolom 7).

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

Lopende uitgaven	2.248.541.247 BEF
Kapitaaluitgaven	3.396.286.925 BEF

Art. 18. De ten laste van de bijzondere afdeling van het begrotingsjaar 1986 uitgevoerde, verantwoorde of geregulariseerde betalingen bedragen 5.588.754.653 BEF (tabel E, kolom 5) :

voor de lopende uitgaven :	2.202.367.728 BEF
voor de kapitaaluitgaven :	3.386.386.925 BEF

Art. 19. De ten laste van de bijzondere afdeling van de begroting toegerekende betalingen waarvan de verantwoording of de regularisatie, overeenkomstig artikel 32 van de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit, naar een volgend begrotingsjaar wordt verwezen, bedragen :

voor de lopende uitgaven :	46.173.519 BEF
voor de kapitaaluitgaven :	9.900.000 BEF
Totaal (tabel E, kolom 6)	56.073.519 BEF

Art. 20. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven van de bijzondere afdeling van het begrotingsjaar 1986, overeenkomstig bovenstaande artikelen 16 en 17, is het volgende :

Ontvangsten	8.182.872.997 BEF
Uitgaven	5.644.828.172 BEF
Overschot van ontvangsten voor het jaar 1986	2.538.044.825 BEF

Het algemene overschot van ontvangsten dat op 1 januari 1986 tot een bedrag van 9.571.780.977 BEF werd vastgesteld, wordt derhalve verhoogd met de som van 2.538.044.825 BEF.

Als gevolg daarvan werd op 31 december 1986 een overschot van ontvangsten tot een bedrag van 12.109.825.802 BEF vastgesteld.

De saldo's van de artikelen van de bijzondere afdeling (tabel E, kolom 9) worden overgedragen naar de rekening van het begrotingsjaar 1987.

HOOFDSTUK IV — Gecumuleerde resultaten

Art. 21. De voor alle diensten, begroting en bijzondere afdeling, gecumuleerde resultaten van de begroting 1986 zijn als volgt samengesteld (cf. bovenstaande artikelen 15 en 20) :

Begroting : overschot van ontvangsten	2.781.514.042 BEF
Bijzondere afdeling : overschot van ontvangsten	2.538.044.825 BEF
Totaal : overschot van ontvangsten	5.319.558.867 BEF

Deel 2 : Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begrotingen van de Openbare Ondernemingen die onder het Waalse Gewest ressorteren

Openbare Instellingen

"COMPLEXE DU BARRAGE DE NISRAMONT"

Dienst belast met de exploitatie van het "Complexe du Barrage de Nisramont, dat opgericht is als Openbare Onderneming overeenkomstig de wet van 22 oktober 1970.

De eindregeling van de begroting van het « Complexe du Barrage de Nisramont » wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 1986 :

Art. 22.

A. Ontvangsten :

De ontvangsten geboekt op de rekening die vastgesteld is onder het gezag van de voor Water bevoegde Minister van het Waalse Gewest en die voorzien is in het begrotingsdecreet (Titel V), bedragen 20.638.855 BEF, overeenkomstig de bijgaande tabel F/1, kolom 4.

Art. 23.

B. Uitgaven :

De op genoemde rekening vastgestelde uitgaven bedragen 10.797.802 BEF.

Dit bedrag is als volgt samengesteld (tabel F/2, kolom 4) :

lopende verrichtingen	9.785.793 BEF
kapitaalverrichtingen	1.012.009 BEF

De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 1986 worden als volgt vastgesteld :

1. toegekend bij begrotingsdecreten :	16.600.000 BEF
2. toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel G) :	— BEF
3. definitief te annuleren :	5.802.198 BEF

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 1986, op 10.797.802 BEF. Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel F/2, kolom 4).

Art. 24. Het definitieve resultaat van de begroting 1986, overeenkomstig de artikelen 22 en 23 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten	20.638.855 BEF
Uitgaven	10.797.802 BEF

Het begrotingsjaar 1986 eindigt dus met een overschot van ontvangsten van 9.841.053 BEF.

Rekening houdende met het overschot van ontvangsten vastgesteld bij de afsluiting van het begrotingsjaar 1985 (41.712.086 BEF), vertonen de resultaten van de gecumuleerde begrotingsjaren op 31 december 1986 een overschot van ontvangsten van 51.553.139 BEF.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 juli 2002.

De Minister-President

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota's

(1) Zitting 2001-2002.

Stukken van de Raad, 297 (2001-2002). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 8 juli 2002.

Bespreking — Stemming.

F. 2002 — 3560

[C — 2002/27920]

8 JUILLET 2002. — Décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 1987 (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Première partie. — Service d'administration générale de la Région wallonne

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des engagements à charge des crédits dissociés

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits dissociés d'engagement de l'année budgétaire 1987 s'élèvent, d'après le tableau A ci-annexé, colonne 6, à la somme de 14.156.153.584 francs.

§ 2. Fixation des crédits dissociés d'engagement

Art. 2. Les crédits dissociés d'engagement affectés par le Parlement wallon pour les engagements de l'année budgétaire 1987 s'élèvent au total à 14.513.000.000 francs, conformément au tableau A, colonne 5.

Ce montant alloué par les décrets budgétaires se ventile comme suit (tableau A, colonnes 1, 2 et 3) :

a. budget initial		11.537.000.000 F
b. ajustements de crédits :	- augmentations	3.028.900.000 F
	- diminutions	52.900.000 F

Art. 3. Le montant total des crédits d'engagement répartis pour l'année budgétaire 1987 est réduit conformément au tableau A, colonne 9, d'un montant de 356.846.416 francs, qui est annulé en vertu des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963.

Art. 4. Par suite des dispositions reprises aux articles 2 et 3 ci-dessus, les crédits dissociés d'engagement définitifs de l'année budgétaire 1987 sont fixés à 14.156.153.584 francs, somme égale aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire (tableau A, colonnes 6 et 10).

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des recettes

Art. 5. Les droits constatés en faveur de la Région wallonne, pour l'année budgétaire 1987, s'élèvent, d'après le tableau B ci-annexé, colonne 3, à la somme de — francs.

Cette somme se répartit comme suit :

recettes non ventilées	— F
recettes courantes	— F
recettes de capital	— F
produits des emprunts	— F

Art. 6. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire s'élèvent au total à 40.537.659.746 francs, conformément au tableau B, colonne 4.

Cette somme se décompose comme suit :

recettes non ventilées (courantes et de capital)	— F
recettes courantes	21.519.448.846 F
recettes de capital	19.018.210.900 F
produits d'emprunts	— F

Art. 7. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à - francs (tableau B, colonnes 5, 6 et 7).

§ 2. Fixation des dépenses

Art. 8. Les ordonnancements imputés à charge de l'année budgétaire 1987 sont arrêtés comme suit (tableau C, colonnes 7, 8 et 9) :

A. pour les dépenses courantes :

Crédits non dissociés se décomposant comme suit : 13.047.401.392 F

a. prestations d'années antérieures 93.333.681 F

b. prestations de l'année en cours 12.954.067.711 F

Crédits d'ordonnancement se décomposant comme suit : 563.210.423 F

a. prestations d'années antérieures 100.000 F

b. prestations de l'année en cours 563.110.423 F

B. pour les dépenses de capital :

Crédits non dissociés se décomposant comme suit : 6.012.439.967 F

a. prestations d'années antérieures 249.371.276 F

b. prestations de l'année en cours 5.763.068.691 F

Crédits d'ordonnancement se décomposant comme suit : 5.732.986.869 F

a. prestations d'années antérieures 1.011.518.140 F

b. prestations de l'année en cours 4.721.468.729 F

Total des ordonnancements 25.356.038.651 F

Art. 9. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés, à charge de l'année budgétaire 1987, se montent à la somme de :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	13.047.396.621 F
Crédits d'ordonnement	563.210.423 F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	5.762.439.967 F
Crédits d'ordonnement	5.468.086.869 F
Total (tableau C, colonne 10)	24.841.133.880 F

Art. 10. Les paiements imputés à charge du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963, se montent à la somme de :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	4.771 F
Crédits d'ordonnement	— F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	250.000.000 F
Crédits d'ordonnement	264.900.000 F
Total (tableau C, colonne 11)	514.904.771 F

§ 3. Fixation des crédits de paiement

Art. 11. Les crédits de paiement ouverts au Conseil régional wallon et affectés par ce Conseil s'élèvent à (tableau C, colonne 6) :

A. pour les dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	17.209.845.113 F
Crédits d'ordonnement	1.040.300.000 F
B. pour les dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	8.188.536.286 F
Crédits d'ordonnement	9.611.100.000 F
Total	36.049.781.399 F

Ces montants comprennent :

I. Les crédits de paiement affectés par les décrets budgétaires et se décomposant comme suit (tableau C, colonnes 2, 3 et 4) :

1. Budget initial :

A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	14.015.900.000 F
Crédits d'ordonnement	610.000.000 F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	6.055.100.000 F
Crédits d'ordonnement	8.990.200.000 F
Total	29.671.200.000 F

2. Ajustements des crédits : résultats nets :

A. augmentations (résultats positifs) :

A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	1.277.200.000 F
Crédits d'ordonnement	430.300.000 F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	898.800.000 F
Crédits d'ordonnement	620.900.000 F
Total	3.227.200.000 F

Diminutions (résultats négatifs) :

A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	12.400.000 F
Crédits d'ordonnement	— F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	— F
Crédits d'ordonnement	— F
Total	12.400.000 F

II. Les crédits de paiement reportés de l'année budgétaire 1986, en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963 et des dispositions spéciales, s'établissent comme suit (tableau C, colonne 5) :

A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	1.929.145.113 F
Crédits d'ordonnement	— F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	1.234.636.286 F
Crédits d'ordonnement	— F
Total	3.163.781.399 F

Art. 12. Le montant des crédits de paiement ouverts et répartis pour l'année budgétaire 1987 est réduit (tableau C, colonnes 13 et 14) :

1. des crédits de paiement non utilisés dont le report à l'année budgétaire 1988 a lieu en application des articles 17 et 18 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963 :

A. opérations courantes :	
Crédits non dissociés	3.247.915.059 F
Crédits d'ordonnement	— F
B. opérations de capital :	
Crédits non dissociés	1.594.437.136 F
Crédits d'ordonnement	— F
Total	4.842.352.195 F

2. des crédits de paiement restés disponibles et qui sont annulés :

A. opérations courantes :	
Crédits non dissociés	914.528.662 F
Crédits d'ordonnement	477.089.577 F
B. opérations de capital :	
Crédits non dissociés	581.659.183 F
Crédits d'ordonnement	3.878.113.131 F
Total	5.851.390.553 F

La répartition des crédits reportés est maintenue dans le budget de 1988.

Art. 13. Des crédits complémentaires pour un montant de — francs sont alloués pour couvrir les dépenses en plus ou au-delà des crédits de l'année budgétaire 1987 (tableau C, colonne 12).

Art. 14. Par suite des dispositions contenues dans les articles 11, 12 et 13 du présent décret, les crédits définitifs de l'année budgétaire 1987 sont fixés comme suit :

A. dépenses courantes :	
Crédits non dissociés	13.047.401.392 F
Crédits d'ordonnement	563.210.423 F
B. dépenses de capital :	
Crédits non dissociés	6.012.439.967 F
Crédits d'ordonnement	5.732.986.869 F
Total	25.356.038.651 F

Ces sommes sont égales aux opérations imputées à charge de l'année budgétaire d'après le tableau C, colonnes 7 et 15.

Art. 15. Le résultat général des recettes et des dépenses du budget de l'année budgétaire 1987, tel qu'il ressort des articles 6 et 14 ci-dessus, est :

Recettes	40.537.659.746 F
Dépenses	25.356.038.651 F
Excédent de recettes pour l'année 1987	15.181.621.095 F

CHAPITRE III. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget pour l'année 1987

Art. 16. Les recettes de l'année budgétaire 1987, enregistrées à la section particulière du budget, s'élèvent à 5.263.270.025 francs, conformément au tableau E ci-annexé, colonne 4.

Ce montant se décompose comme suit :

Recettes courantes	2.090.368.086 F
Recettes de capital	3.172.901.939 F

Art. 17. Les dépenses de l'année budgétaire 1987, imputées sur la section particulière du budget, s'élèvent à 14.096.348.456 francs (tableau E, colonne 7).

Ce montant se décompose comme suit :

Dépenses courantes	7.631.636.220 F
Dépenses de capital	6.464.712.236 F

Art. 18. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés à charge de la section particulière du budget de l'année budgétaire 1987, se montent à la somme de 14.001.205.105 francs (tableau E, colonne 5) :

pour les dépenses courantes	7.586.492.869 F
pour les dépenses de capital	6.414.712.236 F

Art. 19. Les paiements imputés à charge de la section particulière du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi sur la comptabilité de l'Etat du 28 juin 1963, se montent à la somme de :

pour les dépenses courantes	45.143.351 F
pour les dépenses de capital	50.000.000 F
Total (tableau E, colonne 6)	95.143.351 F

Art. 20. Le résultat général des recettes et des dépenses de la section particulière du budget de l'année 1987, tel qu'il ressort des articles 16 et 17 ci-dessus, est :

Recettes	5.263.270.025 F
Dépenses	14.096.348.456 F
Excédent de dépenses pour l'année 1987	8.833.078.431 F

L'excédent général des recettes constaté au 1^{er} janvier 1987 pour un montant de 12.109.825.802 francs est par conséquent diminué de la somme de 8.833.078.431 francs.

Il en résulte un excédent de recettes constaté au 31 décembre 1987 de 3.276.747.371 francs.

Les soldes des articles de la section particulière (tableau E, colonne 9) sont transférés au compte de l'année budgétaire 1988.

CHAPITRE IV. — Résultats cumulés

Art. 21. Tous services réunis, budget et section particulière, les résultats cumulés du budget de 1987 se présentent comme suit (cf. articles 15 et 20 ci-dessus) :

Budget :	excédent de recettes	15.181.621.095 F
Section particulière :	excédent de dépenses	8.833.078.431 F
Total :	excédent de recettes	6.348.542.664 F

Deuxième partie. — Opérations effectuées en exécution des budgets des entreprises de l'Etat du ressort de la Région wallonne

Entreprises d'Etat

COMPLEXE DU BARRAGE DE NISRAMONT

Service chargé de l'exploitation du Complexe du Barrage de Nisramont érigé en Entreprise d'Etat en vertu de la loi du 22 octobre 1970.

Le règlement définitif du budget du « Complexe du Barrage de Nisramont » s'établit pour l'année budgétaire 1987 comme suit :

Art. 22.

A. Engagements :

Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits d'engagement ouverts au Titre V du budget de l'année budgétaire 1987 s'élèvent à la somme de 757.045 francs (tableau F/3, colonne 4).

Les crédits d'engagement ouverts au Titre V du budget précité s'élèvent à la somme de 60.000.000 francs (tableau F/3, colonne 3).

Les crédits d'engagement non utilisés, soit 59.242.955 francs, sont annulés (tableau F/3, colonne 5).

Art. 23.

B. Recettes :

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du Ministre de la Région wallonne pour l'Eau et prévu dans le décret budgétaire (Titre V) s'élèvent à 482.919.307 francs, ainsi qu'il ressort du tableau F/1 ci-annexé, colonne 4.

Art. 24.

C. Dépenses :

Les dépenses constatées dans ledit compte s'élèvent à 436.055.569 francs.

Ce montant se décompose comme suit (tableau F/2, colonne 4) :

opérations courantes	416.489.255 F
opérations en capital	19.566.314 F

Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 1987 s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires :	470.000.000 F
2. à allouer à titre de crédits complémentaires	
pour les dépenses excédant les crédits (tableau G) :	24.046.641 F
3. à annuler définitivement :	57.991.072 F

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 1987, à 436.055.569 francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau F/2, colonne 4).

Art. 25.

Le résultat définitif du budget de l'année 1987, tel qu'il ressort des articles 23 et 24 du présent décret, s'établit comme suit :

Recettes	482.919.307 F
Dépenses	436.055.569 F

L'année budgétaire 1987 se clôture donc par un excédent de recettes de 46.863.738 francs.

En tenant compte de l'excédent de recettes constaté à la clôture de l'année budgétaire 1986 (51.553.139 francs), les résultats des années budgétaires cumulées au 31 décembre 1987 présentent un excédent de recettes de 98.416.877 francs.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 juillet 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

Notes

(1) Session 2001-2002.

Documents du Conseil, 298 (2001-2002). N^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 8 juillet 2002.

Discussion - Vote.

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 3560

[C - 2002/27920]

8. JULI 2002 — Dekret zur endgültigen Abrechnung des Haushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1987 (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Teil 1 — Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Wallonischen Regierung

KAPITEL I — *Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes eingegangene Verpflichtungen*

§ 1. Festlegung der Verpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Mittel

Artikel 1 - Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 1987 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle A, Spalte 6, auf 14.156.153.584 BEF.

§ 2. Festlegung der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen

Art. 2 - Die aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen, die vom Wallonischen Parlament für die Verpflichtungen des Haushaltsjahres 1987 festgelegt wurden, belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle A, Spalte 5, auf 14.513.000.000 BEF.

Dieser durch die Haushaltsdekrete bereitgestellte Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle A, Spalten 1, 2 und 3):

a. ursprünglicher Haushaltsplan	11.537.000.000 BEF
b. Anpassungen der Haushaltsmittel: - Erhöhungen	3.028.900.000 BEF
- Verringerungen	52.900.000 BEF

Art. 3 - Der Gesamtbetrag der für das Haushaltsjahr 1987 verteilten Verpflichtungsermächtigungen wird entsprechend der Tabelle A, Spalte 9 um einen Betrag von 356.846.416 BEF, der aufgrund der Artikel 17 und 18 des Gesetzes vom 28. Juni 1963 über die Rechnungsführung des Staates annulliert wird, verringert.